



Fonction publique, services publics : il faut des effectifs autant que nécessaire !

Fonction Publique

17 décembre 2020

COMMUNIQUE

Depuis longtemps, on ne doute plus de ce que le gouvernement veut faire de la fonction publique et des services publics : détricoter le statut de la fonction publique pourtant protecteur de la population. C'est en effet ce statut qui assure l'égalité de toutes et tous dans l'accès aux services publics.

Généraliser l'emploi contractuel, accentuant une précarité pourtant déjà exponentielle dans la fonction publique... l'Education nationale y recourt déjà massivement... tout comme les collectivités locales.

Assurer au coup par coup une partie des missions de services publics... sans se soucier de la qualité des services publics que l'on offre à la population. Externaliser au maximum, quitte à en payer le surcoût.

Les Maisons France Service (désormais France Services) étaient déjà une bonne illustration de ce qui ne devrait pas être : des services publics au rabais, dans des conditions insatisfaisantes pour la population et pour les personnels... Une nouvelle manière de créer du ressentiment vis-à-vis des services publics et de la fonction publique... Une nouvelle manière de faire croire aux usagers des services publics qu'on répond à leurs attentes... Après avoir supprimé beaucoup de services publics compétents, formés et efficaces !

Aujourd'hui, la ministre de la fonction publique lance une plate-forme intitulée "volontaires fonction publique", destinée à "recruter" des agent·es à minima deux jours par semaine sur des missions en lien avec le Covid : contact tracing, conseiller maintien du lien social... Les premières explications qui avaient pu être données aux organisations syndicales par la ministre étaient la mise à disposition de personnels d'une administration / secteur à l'arrêt (certains musées notamment relevant des CT) vers les missions Covid.

Cette idée qui pourrait paraître anodine et pavée de bonnes intentions dans la période difficile que nous connaissons mais sous tend bien au contraire une politique d'attaque de la fonction publique.

Première remarque : pour Solidaires, on ne s'improvise pas dans de nouvelles missions. Si la fiche indique "formation prévue", on ne peut que douter de sa réalité et qualité puisqu'il s'agit de missions exerçables immédiatement. Les missions des agent·es et agents publics ne sont pas interchangeables. Cela n'est acceptable ni pour les agent·es qui peuvent de fait se retrouver en difficulté ni pour la qualité du service public.

Deuxième remarque : Il ne s'agit donc pas, comme cela avait été évoqué, d'une idée ponctuelle et très limitée mais bien de la volonté de mise en place d'un dispositif. C'est bien ce qui transparaît puisque le site lancé par le ministère de la transformation et de la fonction publiques permet aux administrations de "déposer" leurs missions sans restriction... a priori.

Enfin, la ministre a laissé entendre lors d'un de ses récents passages sur LCI que les agent·es publics auraient du temps, notamment ceux de la DGFIP, citant une soi-disant saisonnalité de l'activité.

De tels propos sont inadmissibles. Ils révèlent à la fois une méconnaissance du travail des agent·es des Finances publiques, de la situation réellement vécue par nombre de personnels dans lesquels les services travaillent à flux tendu du fait de suppressions massives d'effectifs depuis de nombreuses années (plus de 30 000 en dix ans !). Ces propos méprisant participent aussi d'une totale déconsidération du travail et de l'engagement sans faille des agent·es publics, livrant ainsi à l'opinion publique ce que tant aiment faire : du fonctionnaire bashing !

Pour Solidaires, dès lors qu'apparaissent de nouveaux besoins en matière d'action et de fonction publiques, alors il faut recruter !

Il faut par ailleurs prendre de nouvelles orientations et tirer les enseignements de la crise que nous traversons collectivement. Donnez enfin des moyens humains et matériels, madame la ministre, pour les services publics, pour la population de notre pays. Ne déshabillez pas Paul pour donner à Jacques. Ce n'est pas digne de la population qui a plus que besoin de services publics, au service de toutes et tous pour réduire notamment les inégalités.



Solidaires fonction publique

31 rue de la Grange aux Belles — 75010 PARIS — Tél. 01 58 39 30 20

<http://www.solidaires.org/> – contactfp@solidaires.org